

Introduction

Nicolas Chachereau

Février 2019, Allemagne. Un document interne de l'ARD, le regroupement des radios et des télévisions publiques, est révélé au grand jour. Rédigé deux ans plus tôt par une linguiste et portant le titre «Framing-Manual», le document suggère le choix de certains mots pour connoter positivement les médias concernés, et négativement les médias privés. La révélation fait scandale. Les commentaires dans les médias conservateurs, en particulier, dénoncent une volonté de manipulation de l'opinion. De son côté, l'ARD, embarrassée, se défend en affirmant qu'il ne s'agit pas à proprement parler d'un «manuel» et que ses journalistes n'en ont pas appliqué les suggestions. Septembre 2020, France. Emmanuel Macron, le président de la République française, s'exprimant devant des dirigeants d'entreprises technologiques, compare les critiques de la «5G», le nouveau standard de téléphonie mobile, à un «modèle amish», qui voudrait résoudre les problèmes contemporains «en revenant à la lampe à huile». Le propos fait immédiatement débat. Pour bien des commentateurs, surtout à gauche, il révèle un refus déplorable de discuter des impacts, notamment sanitaires et environnementaux, des évolutions techniques.

Ces deux épisodes illustrent, chacun à leur manière et les deux pris ensemble, la thématique centrale du dossier de ce volume d'Histoire et Informatique. En traçant un «cadre interprétatif», les images et les discours ont une influence sur les jugements publics, par exemple ceux sur les infrastructures de communications. À l'instar de la 5G, la mise en place de ces dernières pose souvent problème, par les inégalités qu'elles créent ou par leur impact environnemental – questions qui ne sont d'ailleurs pas nécessairement distinctes. Du point de vue des organisations qui construisent ou exploitent ces infrastructures, du point de vue aussi des pouvoirs publics, le choix des mots et des images est donc loin d'être indifférent. Face aux débats, elles cherchent parfois à se faire conseiller par des spécialistes de linguistique ou d'autres sciences sociales. Ou leurs représentants se montrent au contraire offensifs, prenant parti par une formule volontairement provocatrice. Infrastructures, discours et imaginaires, effets de «cadrage» interprétatif: ce sont là les thématiques que le présent dossier aborde ensemble, à travers trois exemples de la seconde moitié du XX^e siècle.

Des infrastructures ignorées et indispensables, relationnelles et inégalitaires, matérielles et fragiles

Apparu au XIX^e siècle chez les ingénieurs ferroviaires français, le terme «infrastructure» désigne alors ce qui soutient ou précède les rails, de l'acquisition de terrains à la construction de ponts et de tunnels en passant par le terrassement. Si le mot connaît déjà une diffusion parmi les milieux d'ingénieurs et de militaires dans les premières décennies du XX^e siècle, c'est surtout son adoption par des organisations internationales après 1945 – notamment l'OTAN et la Communauté économique européenne – qui lui assure le succès.¹ Depuis les années 1960 en particulier, les usages du terme n'ont cessé de se multiplier, au point que «infrastructure» en vient à désigner, comme le note par exemple Paul N. Edwards dans un article devenu classique, «toute ressource importante, largement partagée et construite par les humains».² Aux ponts, routes, voies ferrées et autres réseaux électriques ou de télécommunications viennent ainsi s'ajouter des «ressources» plus abstraites, par exemple les systèmes scolaires ou juridiques. Susan Leigh Star, dans un autre article précurseur,³ prenait aussi comme exemples les annuaires ou la disposition (QWERTY) des touches sur les claviers d'ordinateurs. À vrai dire, même l'idée d'une construction humaine semble relative, Edwards proposant dans un passage de considérer la «nature comme infrastructure (de laquelle dépendent en dernière instance toutes les infrastructures construites par les humains)».⁴

En dépit de cette prolifération de sens, le terme d'infrastructure n'en présente pas moins, aux yeux de nombre de courants de recherche, un intérêt certain – au point que certains ont pu déclarer l'avènement d'un «tournant infrastructurel» dans leurs domaines. À bien des points de vue, cet intérêt s'inscrit dans la continuité de réflexions sur la manière dont les techniques entrent en relations dynamiques non seulement entre elles, constituant des systèmes plus ou moins cohérents, mais aussi avec les pratiques et les structures sociales apparemment non techniques.⁵ Dès le milieu des années 1990, dans le sillage des propositions de la sociologue Susan Leigh Star et selon une expression suggérée par Geoffrey Bowker, d'aucuns ont ainsi appelé à procéder à une «inversion infrastructurelle» – c'est-à-dire à mettre en lumière ces agencements sociotechniques qui, du moins dans les pays industrialisés, sont à la fois indispensables à la vie

1 Laak 1999; Carse 2017; Jarrige/Le Courant/Paloque-Bergès 2018, pp. 13-15.

2 Edwards 2003, p. 187.

3 Star 1999; Pour une traduction en français: Star 2018; En allemand: Star 2017.

4 Edwards 2003, p. 196 («nature as infrastructure (on which all human-built infrastructures ultimately depend).»).

5 Jarrige/Le Courant/Paloque-Bergès 2018.

quotidienne et se font pourtant oublier tant qu'ils fonctionnent.⁶ Étudier ces structures de l'ombre promet, du point de vue des sciences humaines et sociales, d'éclairer sous un nouvel angle toute une série de problématiques.⁷

D'une part, il est désormais classique de souligner le caractère «relationnel» des infrastructures. Le système qui se fait oublier au quotidien pour les uns, qui semble aller de soi tant qu'il fonctionne, peut être une préoccupation centrale pour d'autres, par exemple ceux qui s'occupent de la faire fonctionner (Star prend l'exemple d'un ingénieur ferroviaire). De ces considérations découlent notamment des questionnements sur la constitution de ces relations et sur l'acquisition de ce statut d'évidence et d'invisibilité. Il s'agit aussi de souligner que ce qui est «infrastructure» peut plutôt être, pour certains, un obstacle, à l'instar des escaliers pour une personne en fauteuil roulant. Ce qui mène à une autre problématique majeure, le caractère inégalitaire des infrastructures. Certains ont ainsi mis en évidence comment les réseaux de transports, d'énergie, d'eau courante ou de communication contribuent à la ségrégation et à la fragmentation des villes. Enfin, parce que les infrastructures impliquent des relations et des pratiques sociales, les étudier peut permettre de révéler les conceptions de la citoyenneté et les types de gouvernementalité qu'elles promeuvent ou auxquels elles sont liées.

Il s'agit d'autre part, pour nombre de ces recherches, de mettre l'accent sur les dimensions matérielles lorsqu'elles sont ignorées à cause du caractère d'évidence des infrastructures ou parce qu'elles servent à des déplacements apparemment «immatériels». Les propositions de Star à la fin des années 1990 portaient ainsi largement sur des systèmes informatiques. Peut-être les comprendrait-on mieux, notait-elle, si on les concevait comme des «égouts» – proposition un brin provocatrice qu'elle faisait aussi pour s'opposer aux propos dithyrambiques sur les «autoroutes de l'information». Souligner la matérialité permet également de mettre l'accent sur les aspects moins célébrés des infrastructures, tels que leur fragilité – certains en appelant à considérer pannes et interruptions comme la norme –, le travail invisible de maintenance et de réparation nécessaires à leur fonctionnement, ou encore leur impact environnemental.

6 Star 1999, p. 380; Sur le parcours de Susan Leigh Star, cf. aussi Beltrame/Peerbaye 2018.

7 Star 1999; Larkin 2013; Parks/Starosielski 2015; Harvey/Jensen/Morita 2017; Chatzis 2018; Jarrige/Le Courant/Paloque-Bergès 2018; Coutard/Shove 2019.

Discours et images des infrastructures

Les articles réunis dans le dossier de ce volume héritent de telles impulsions. Sans que le terme reçoive ici le statut de concept, les systèmes techniques qui retiennent leur attention correspondent aux définitions classiques des infrastructures, notamment lorsqu'elles insistent sur la circulation à grande échelle de personnes, de biens ou, en l'occurrence, d'idées. En effet, les articles étudient des dispositifs matériels qui rendent possible ce qui est souvent vu comme immatériel: la communication d'informations ou de contenus médiatiques, à travers la radio, les satellites ou de premiers réseaux informatiques.

Matériels, ces dispositifs n'en sont pas moins accompagnés de discours et d'images, qui sont au cœur de ce volume d'Histoire & Informatique. Les recherches sur les infrastructures ont appelé à étudier aussi cet aspect. Un article souvent cité, dans lequel l'anthropologue Brian Larkin propose un tour d'horizon des études sur ces questions dans son domaine, souligne ainsi que les routes et les voies ferrées, par exemple, «ne sont pas seulement des objets techniques, mais opèrent aussi au niveau des fantasmes et des désirs».⁸ La forme ou la dimension symbolique des infrastructures peut d'ailleurs prendre le pas sur leur fonction technique, à l'instar de routes qui ne mènent nulle part, construites pour manifester la modernité de leur nation.

Les ensembles d'images, de discours, de «fantasmes» et d'autres représentations peuvent former des ensembles relativement cohérents, partagés par les membres d'un groupe social donné. Pour évoquer ces caractéristiques, les francophones ont facilement recours au mot d'«imaginaire», comme substantif. Partie du langage relativement courant, le terme fait rarement l'objet d'une conceptualisation particulière. En anglais, le substantif «imaginary» est beaucoup plus rare, et appartient au registre académique des sciences sociales. S'il doit peut-être son usage à des travaux traduits du français – notamment ceux du psychanalyste Jacques Lacan –, il ne se réduit toutefois pas à une tradition particulière. L'allemand, de son côté, ne connaît pas d'équivalent, et les publications hésitent, lorsqu'il s'agit de traduire de l'anglais ou du français, entre «das Imaginäre» et «die Imagination», plutôt rares dans le langage courant.

Quel que soit le terme utilisé, les relations entre ces imaginaires et les infrastructures peuvent être envisagées sous différents angles. On peut par exemple mettre en évidence l'importance des conceptions, individuelles ou collectives, de l'avenir, des modèles de société désirables, ou de

8 Larkin 2013, p. 333 («Roads and railways are not just technical objects then but also operate on the level of fantasy and desire»).

l'aménagement souhaitable d'un territoire. Des spécialistes de l'architecture se sont ainsi penchés dès les années 2000 sur les infrastructures comme réalisations d'imaginaires. La construction de routes, d'aéroports ou d'installations sportives et touristiques (par exemple les remontées mécaniques), de même que la réalisation de vastes transformations urbaines, correspond en effet à de telles visions de l'avenir.⁹ Ces constructions peuvent même explicitement chercher à exposer ces imaginaires de manière spectaculaire – ce qui rappelle les travaux d'anthropologie évoqués par Larkin.

Sans s'intéresser particulièrement à la notion d'infrastructures, les spécialistes de *science and technology studies* Sheila Jasanoff et Sang-Hyun Kim ont eux aussi mis en avant l'importance des visions de sociétés à venir, en élaborant le concept d'«imaginaires sociotechniques» (sociotechnical imaginaries). Dans leur définition, ces imaginaires collectifs portent en effet avant tout sur des «futurs désirables», et font souvent l'objet d'un engagement étatique visant à les réaliser. Jasanoff et Kim ont initialement proposé ce concept avec un accent sur l'État-nation, illustrant par exemple les perceptions collectives différentes de l'énergie nucléaire aux États-Unis (une technologie potentiellement dangereuse devant être confinée) et en Corée du Sud (une promesse de «développement»)¹⁰ Par la suite, ils ont élargi le concept d'imaginaire sociotechnique pour tenir compte d'autres acteurs (entreprises, mouvements sociaux, sociétés professionnelles, etc.)¹¹ La question des efforts collectifs de mise en œuvre n'en reste pas moins importante, les imaginaires étant définis comme des «visions collectives de futurs désirables, stabilisées institutionnellement et réalisées publiquement, animées par des compréhensions partagées des formes de vies et d'ordres sociaux réalisables grâce aux, et soutenant, les progrès de la science et de la technique».¹²

Plutôt que de s'intéresser à l'imagination comme distincte de l'infrastructure – quand bien même celle-ci sert de support à sa réalisation ou à sa célébration –, on peut aussi souligner, à l'instar de l'historien et théoricien de l'architecture Antoine Picon, le rôle des imaginaires dans son fonctionnement même. Picon met ainsi en avant l'existence de «notions imaginaires-pratiques» qui viennent articuler la base matérielle de l'infrastructure et les pratiques stabilisées de son fonctionnement, c'est-à-dire, selon la comparaison qu'il propose, le hardware (les routes, les câbles, les canalisations, etc.) et le software (les règles de conduite, les procédures

9 Rouillard 2009.

10 Jasanoff/Kim 2009.

11 Jasanoff/Kim 2015.

12 Jasanoff 2015, p. 4 («we redefine sociotechnical imaginaries in this book as collectively held, institutionally stabilized, and publicly performed visions of desirable futures, animated by shared understandings of forms of social life and social order attainable through, and supportive of, advances in science and technology»).

standardisées, les protocoles, etc.). Le «réseau» est un exemple d'une telle «notion imaginaire-pratique». Réunissant en effet des images et des métaphores – la trame du filet, la circulation dans le système sanguin –, l'idée du «réseau», lorsqu'elle se diffuse au XIX^e siècle, rend possibles en même temps des changements dans la construction des infrastructures, dans les structures professionnelles ou encore dans les savoirs techniques et administratifs. De tels imaginaires font véritablement partie de l'infrastructure, par l'agencement qu'ils permettent entre ses différentes dimensions.¹³ Cette perspective n'exclut toutefois pas que les usagers des infrastructures développent leurs propres représentations collectives, ce qui pose alors la question des articulations et des tensions entre les imaginaires des concepteurs et des usagers.¹⁴

12

Il est possible aussi, pour donner un dernier exemple, de partir des discours et des images pour faire parler les infrastructures. La chercheuse étatsunienne Lisa Parks propose ainsi l'expression «imaginaire infrastructurel», à laquelle elle donne un sens large («ways of thinking about what infrastructures are, where they are located, who controls them, and what they do»). Prenant appui sur des films promotionnels, des longs métrages, des documentaires ou des œuvres photographiques, Parks suggère comment ces images peuvent pousser spectateurs et chercheurs à poser des questions aux infrastructures, à adopter une «disposition» ou une «perspective» infrastructurelle – c'est-à-dire à s'intéresser à l'ensemble de l'infrastructure à partir d'un de ses morceaux; aux travailleurs qui la maintiennent et la font fonctionner; aux conflits qui peuvent les entourer; à leur inscription dans la vie quotidienne.¹⁵ Ainsi, il s'agit pour cette spécialiste des *film and media studies* de ne pas se restreindre aux représentations culturelles et de prendre en compte les corps, les actions, la localisation et la matérialité des infrastructures.¹⁶

On retrouvera dans les études rassemblées ici certains des thèmes évoqués par ces approches. On repérera par exemple, comme chez Jasanoff et Kim, la question des visions différentes et potentiellement opposées selon les groupes, selon les idées que ces derniers partagent des ordres sociaux désirables et amenés par les infrastructures. Les conflits qui peuvent entourer ces dernières, tout comme le rôle qu'ils peuvent jouer pour mettre en valeur l'action publique, sont présents aussi. Contrairement aux travaux évoqués, toutefois, il ne sera par exemple guère question du spectacle offert par les constructions concernées, ni de l'importance des métaphores

13 Picon 2018, pp. 51-66.

14 Picon 2014; Picon 2018.

15 Parks 2015.

16 Intérêt large qui se manifeste particulièrement dans Parks/Starosielski 2015.

dans leur fonctionnement. Il s'agit surtout d'observer la manière dont les constructeurs d'infrastructures en parlent et cherchent à en faire parler.

Processus et effets de cadrage selon les sciences sociales

En effet, ce qui réunit ces articles, c'est l'intérêt qu'ils portent aux discours portés plus particulièrement par les institutions qui font construire ou exploitent les infrastructures concernées. Les infrastructures dont il est question ne sont pas seulement au service des communications, elles sont elles-mêmes l'objet de communications publiques. Chacun à leur manière, plus ou moins explicitement, les articles réunis ici éclairent intentions et contextes de ces communications.

De ce point de vue, nous suggérons de les réunir par la notion de «framing», de cadrage, notion bien connue des sciences sociales. La définition de «cadre» utilisée par le sociologue Erving Goffman dans son ouvrage *Frame Analysis* est souvent citée comme fondatrice,¹⁷ elle qui en fait des «schèmes interprétatifs», c'est-à-dire ce qui «permet, dans une situation donnée, d'accorder du sens à tel ou tel de ses aspects, lequel autrement serait dépourvu de signification». Le cadre permet ainsi «de localiser, de percevoir, d'identifier et de classer» de tels aspects.¹⁸ Pourtant, les idées de «cadrage» les plus courantes aujourd'hui semblent bien éloignées de l'intérêt de Goffman pour l'expérience quotidienne et les interactions entre individus.¹⁹ Présentons brièvement trois manières de mobiliser la notion de framing dans les sciences sociales.

Sans conteste, les travaux menés en psychologie cognitive et en économie, en particulier par Amos Tversky et Daniel Kahneman, se sont montrés très influents – le second a d'ailleurs reçu en 2002 le prix de sciences économiques décerné par la Banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel. Leurs travaux communs ont porté de manière générale sur les biais cognitifs – sur les difficultés de l'intuition humaine face aux statistiques et à la rationalité. Parmi les études les plus célèbres figurent celles qui montrent comment les choix sont influencés par les termes dans lesquels ils sont présentés. Une expérience souvent citée montre ainsi que la majorité des gens va être plus favorable à une thérapie si on la présente comme promettant un taux de 90 % de survie au bout d'un mois que si on indique qu'elle implique une mortalité de 10 % dans ce laps de temps – alors même que

17 Benford/Snow 2012, p. 224.

18 Cité d'après la traduction en français: Goffman 2009, p. 30; Pour l'original: Goffman 1986, p. 21.

19 D'autant plus que l'ouvrage a été diversement compris et apprécié: Heinich 2019; Ogien 2020.

cela revient au même d'un point de vue logique. La notion de framing, de cadrage, désigne ainsi dans ces disciplines la formulation d'une question et les effets qu'elle peut avoir (*framing effects*).²⁰

La sociologie des mouvements sociaux est un deuxième courant de recherche dans lequel l'approche par les cadres a joué un rôle important. Bien que leur définition s'inspire de Goffman, les cadres prennent ici un sens plus collectif et moins quotidien. Ils désignent les ensembles de croyances et de significations qui inspirent et légitiment les actions d'un mouvement social, servent à identifier un problème, à en pointer les causes ou les responsabilités, et à proposer des actions. Sans dépendre des observations de la psychologie cognitive, l'idée de cadrage suggère ici aussi qu'il y a différentes manières de parler d'une situation, qui peuvent mener à des choix différents. Par rapport à des perspectives mettant plutôt l'accent sur les évolutions dans les structures sociales, sur les moments d'opportunités politiques, sur les stratégies adoptées ou sur la mobilisation de ressources, les discussions autour des processus de cadrage insistent ainsi sur les croyances, les discours et les images. Il s'agit alors de comprendre comment les acteurs d'un mouvement social négocient le cadre de leur action pour lui donner un sens à la fois pour eux-mêmes, mais aussi pour les observateurs ou les adversaires.²¹

Enfin, la notion de framing a également été mobilisée par les recherches portant sur les médias et la communication politique, aux côtés d'autres concepts.²² La définition de «cadre» peut y être semblable à celle utilisée pour les mouvements sociaux. Ainsi, cadrer, ce serait choisir certains aspects de la réalité perçue et les mettre en avant dans une communication, afin d'identifier des problèmes, d'en diagnostiquer les causes, en portant des jugements moraux, et de suggérer des solutions.²³ La proximité des définitions n'est pas due au seul hasard, au vu des dialogues entre la sociologie des mouvements sociaux et celle des médias, et l'intérêt de ces discussions pour les sciences politiques.²⁴ La problématique centrale des recherches sur les médias diffère toutefois. Il ne s'agit pas ici de comprendre la négociation d'un cadre interprétatif au sein de collectifs organisant des actions. Il s'agit d'analyser les discours portés par différents acteurs pour décrire des événements et des problèmes, et de comprendre dans quelle mesure ces cadrages discursifs parviennent ou non à dominer dans les médias, non sans poser au passage la question difficile de l'indépendance de ces derniers.²⁵

20 Tversky/Kahneman 1981; Kahneman 2012, p. 363-374.

21 Benford/Snow 2000; Traduction en français: Benford/Snow 2012.

22 Notamment ceux de mise à l'agenda et d'effets d'amorçage (priming): Scheufele 2000.

23 Entman 1993.

24 Gamson 1992.

25 D'Angelo/Kuypers 2010.

D'effets cognitifs ou de mouvements sociaux, il n'est guère question dans les articles de ce dossier. En revanche, par leur intérêt pour les discours tenus par les promoteurs, constructeurs et exploitants des infrastructures ainsi que par les autorités politiques, ces études peuvent être rapprochées des perspectives de l'étude des médias et de la communication, d'une manière qu'il nous reste à préciser.

Le cadrage discursif des infrastructures de communication: démocratie, innovation, modernité?

En réunissant sous le titre de *Framing Communication Infrastructures* les articles de ce volume, nous ne poursuivons pas d'objectif programmatique. Nous ne plaçons pas pour l'adoption du terme de «framing» par les chercheurs qui s'intéressent à l'histoire des infrastructures de communication, ni pour une définition précise du processus de cadrage. Ici, il s'agit bien plus d'une métaphore que d'un concept. Si cette métaphore est utile, c'est parce qu'elle attire le regard, dans le sillage de l'intérêt manifesté par les études des mouvements sociaux et de la communication politique, sur les luttes discursives qui peuvent entourer une infrastructure. En effet, les différents groupes d'acteurs concernés par une infrastructure ont à gagner ou à perdre lorsqu'il est question d'elle dans les discours publics ou dans les représentations visuelles. Ils la présentent donc en mettant certains thèmes en avant, et en laissent au contraire d'autres «hors champ». Parmi les différents cadrages possibles, l'accent porte ici sur le cadrage opéré par ceux qui construisent et exploitent l'infrastructure. Puisque les infrastructures sont relationnelles et inégales, les études abordent ici les discours et les images portés par les puissants – non sans que transparaissent parfois d'autres groupes impliqués dans ces relations, et les cadrages qu'ils préféreraient.

Dans le premier article de ce dossier, Marie Sandoz aborde le cas d'une station terrienne pour communications par satellite, située à Loèche, dans les Alpes suisses, dont les immenses antennes paraboliques en viennent à symboliser l'infrastructure de télécommunications globales dont elles font partie. De la construction de la station au début des années 1970 jusqu'à la fin des années 1990, les discours partagent un ton laudatif, voire triomphant, mettant l'accent sur la prouesse technique et la modernité de l'infrastructure internationale. Les discours varient, ces thèmes ne prenant pas le même sens dans les images produites par l'Union internationale des télécommunications, dans les publications des PTT ou dans les brochures des offices de tourisme locaux. Néanmoins, Sandoz montre comment ces différents cadrages, «plus complémentaires que contradictoires», passent

tous sous silence les tensions internationales causées par la domination des États-Unis sur la gouvernance de l'infrastructure, ainsi que par la concurrence pour le déploiement de satellites géostationnaires. Ce n'est que dans les années 2000 que les représentations autour de la station de Loèche changent. La privatisation de la station, les relations militaires du nouveau propriétaire et une préoccupation publique grandissante pour les questions de surveillance contribuent à donner un nouveau cadrage à l'infrastructure, empreint d'inquiétude.

Karin Priem et Eng Sengsavang se penchent quant à elles sur l'UNESCO, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture, après la Seconde Guerre mondiale et jusqu'au début des années 1950. Elles montrent comment l'organisation a non seulement encouragé l'utilisation des médias de masse, mais a aussi cherché à établir des normes morales pour le travail de ces médias. En particulier, l'UNESCO a accordé une place centrale à la « libre circulation des idées », combinant ainsi un programme libéral, influencé notamment par la politique des États-Unis, et une insistance sur les droits de l'homme, et en particulier le droit à l'éducation. Priem et Sengsavang évoquent non seulement ce cadrage discursif, mais insistent en outre sur les activités réelles déployées par l'organisation. Elles les présentent notamment à travers un programme de développement des infrastructures radiophoniques au Pakistan peu après sa constitution comme État indépendant. Dans ce pays marqué par un haut taux d'illettrisme, le programme vise à permettre la diffusion dans les écoles de contenu éducatif radiophonique, illustrant ainsi les liens entre les valeurs affirmées par l'UNESCO et son action concrète. L'article discute les différentes perceptions de ces activités, qui sont aussi dénoncées de manière critique comme pourvoyeuses de valeurs occidentales dans le contexte de la Guerre froide. Néanmoins, selon Priem et Sengsavang, l'UNESCO a largement contribué à faire accepter un cadrage de l'idée de « *free flow of information* » qui met l'accent sur les droits humains et l'accès à l'éducation à l'échelle globale – proposant ainsi une alternative à un libéralisme économique pour lequel ce sont les entreprises privées qui devraient développer les infrastructures de communication.

Enfin, dans un dernier article de recherche, Brice Demars analyse l'expérience française d'infrastructures de communication à l'échelle municipale en 1982. Les réseaux de télématique dont il s'agit, formes locales du « Minitel », préfigurent à certains égards notre usage quotidien d'Internet, puisqu'ils permettent de consulter des informations centralisées, grâce à un terminal informatique relié à un réseau de télécommunication. L'article s'intéresse à la manière dont le ministère français des Postes, des Télécommunications et de la Télédiffusion (PTT) présente le déploiement de deux de ces réseaux municipaux, à Nantes et à Grenoble. Deux cadrages

discursifs principaux ressortent de l'étude. D'une part, ces réseaux sont pensés et présentés comme dotés d'un potentiel politique démocratique, comme susceptibles de favoriser l'implication des citoyens dans la vie publique. Un tel cadrage se retrouve ailleurs, par exemple aux États-Unis, dans des espoirs de «teledemocracy» qui préfigurent les discours de démocratisation qui entoureront le web. Demars montre toutefois aussi comment ce cadrage correspond en cette année 1982 au programme du parti socialiste français, favorable à la décentralisation et à la «participation». D'autre part, ces infrastructures sont présentées comme pouvant renforcer la cohésion sociale, ce qui correspond à l'idée partagée en France que l'État suscite et renforce l'unité nationale. L'article montre également comment le contexte influence ces discours: au vu des contestations quant à l'instrumentalisation politique de la télématique, les propos du ministre des PTT mettent l'accent sur le second cadrage, davantage accepté.

Ces articles de recherche sont complétés par deux «Notes de terrain» et le compte-rendu d'un dialogue avec le Chief Information Officer de la Poste suisse. Deux ressources riches pour faire l'histoire des communications sont d'abord présentées. Tout d'abord, Juri Jaquemet nous emmène dans les coulisses du Musée de la communication à Berne, une institution financée par La Poste suisse et par Swisscom, qui permet de retracer les évolutions de la communication depuis le XIX^e siècle, principalement en Suisse. Les infrastructures y sont bien entendu présentes, malgré la difficulté à les appréhender dans une exposition, par exemple à travers des poteaux de lignes téléphoniques. Comme l'explique Jaquemet, les objets du quotidien forment cependant le clou de l'exposition. Ces objets permettent de saisir les changements dans les pratiques, mais aussi dans les représentations, à l'instar d'une barboteuse censée protéger l'enfant qui la porte des radiations électromagnétiques.

Heike Bazak présente quant à elle les fonds et les projets des Archives des PTT, une institution née à une époque où poste, télégraphe et téléphone faisaient partie de l'administration fédérale suisse, et qui continue à gérer les documents d'archives des entreprises actuelles (La Poste et Swisscom). Outre les documents produits par ces organisations, les Archives conservent des imprimés et recueillent des témoignages dans une perspective d'histoire orale permettant de compléter les sources écrites. Une collaboration entre le Musée de la communication et les Archives des PTT vise à donner accès à ces collections d'un grand intérêt à un public plus large encore, grâce à la création d'un site web spécial.

Enfin, le dossier contient la transcription d'une discussion avec Wolfgang Eger, le Chief Information Officer de la Poste suisse. Ce dialogue a pris place dans le cadre d'un colloque organisé par l'association Histoire et Informatique, le Musée de la communication et les Archives

des PTT, avec le soutien de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales. Ce colloque, dont sont issus les articles ici rassemblés, mettait l'accent sur la question de l'innovation, sous le titre «Steering Innovation in Communication Infrastructures». La diversité des thèmes évoqués fait la richesse du dialogue très ouvert avec Wolfgang Eger: des différentes cultures de l'innovation au secret d'entreprise en passant par l'acceptation sociale variable des nouveautés. Ainsi, ces deux «Notes de terrain» et cet entretien témoignent aussi de la manière dont des organisations gérant des infrastructures de communication, ici La Poste suisse et Swisscom, communiquent aujourd'hui autour de leur activité présente et passée.

Perspectives

18

Des différents exemples évoqués dans ce dossier, de 1974 à aujourd'hui, émergent des thématiques récurrentes dans les représentations des infrastructures de communication: l'innovation et la prouesse technique, mais aussi leur potentiel démocratique, unificateur, voire pacificateur. Les différents textes attestent aussi de certains facteurs qui influencent les cadrages discursifs des infrastructures. La conjoncture politique mène par exemple les socialistes français à mettre plus ou moins en avant l'idée de participation et de démocratie en lien avec la télématique. Dans le même ordre d'idées, la privatisation puis la vente de l'entreprise exploitant la station de communication par satellite à Loèche lui font perdre son caractère «national». Les représentations de cette installation comme doublement «sublime», du point de vue technique et du point de vue naturel, représentations toujours mobilisées par l'exploitant, sont alors beaucoup moins reprises par les médias.

Ces travaux historiques incitent aussi à éviter une vision trop instrumentale de l'idée de framing. Les institutions promouvant, construisant ou gérant les infrastructures n'apparaissent pas ici comme envisageant leur discours uniquement en fonction d'un calcul stratégique visant à contrecarrer des représentations alternatives. Les professions de foi humanitaires, voire humanistes, de l'UNESCO ou l'accent sur la démocratie participative au sein du Parti socialiste français traduisent aussi des croyances et des valeurs partagées au sein de ces organisations.

À l'inverse, il semble que les travaux historiques sur ces questions pourraient dialoguer encore davantage avec les sciences sociales préoccupées par le framing, de deux manières au moins. D'une part, celles-ci ont cherché à transformer cette notion en concept plus précis, un travail avant tout intéressant par les questions qu'il incite à poser. Les images et les discours observés fonctionnent-ils plutôt en mettant en avant certaines

thématiques, ou en utilisant certains mots plutôt que d'autres pour le même objet? Quelle différence cela fait-il lorsqu'une question est contestée? Comment le cadrage s'articule-t-il avec d'autres effets médiatiques connus, par exemple la mise à l'agenda (le fait qu'une thématique soit discutée ou non) ou l'influence des autres thématiques qui sont discutées au même moment?

D'autre part, les perspectives en termes de cadrage supposent plus ou moins explicitement un effet sur celles et ceux qui reçoivent le message. Si c'est évident dans la psychologie cognitive, c'est pourtant le cas aussi de l'analyse de la communication politique. Or, la plus ou moins grande «passivité» d'une lectrice ou d'un auditeur, ou au contraire leur capacité à remettre en cause un cadrage ou à lui en opposer un autre, est une question fondamentale tant de la sociologie politique que de l'histoire culturelle – on pense par exemple à l'idée de la lecture comme «braconnage», mise en avant par Michel de Certeau. Les articles ici réunis mettent l'accent sur la production des discours et des images, et n'abordent pas la réception, sans laisser entendre pour autant que celle-ci serait passive. Demander plus explicitement comment ces discours et ces images ont été perçus et reçus serait assurément d'un grand intérêt.

Avant de laisser nos lectrices et nos lecteurs s'intéresser au dossier *Framing Communication Infrastructures*, qu'on nous permette d'attirer leur regard sur l'article hors dossier qui ouvre ce volume. Dans celui-ci, l'économiste Carlo Vercellone revient sur l'évolution de l'organisation du travail et la distinction entre temps de travail et temps libre selon les périodes historiques. L'article s'inspire explicitement des réflexions de Karl Marx et de Fernand Braudel, et s'inscrit dans la suite des recherches bien connues de l'auteur sur l'émergence d'un capitalisme cognitif. Face au capitalisme des plateformes (Uber, Amazon Mechanical Turk, etc.) et à la création de valeur économique grâce à des activités n'apparaissant pas comme travail (les traces de la navigation en ligne et autres «likes» laissés sur les réseaux sociaux), Vercellone propose une ambitieuse mise en perspective historique et théorique. Celle-ci conduit à relativiser l'originalité de notre époque – sans pour autant postuler, bien entendu, qu'il ne s'agit que d'une répétition – et donc à remettre en cause certains discours sur la fin du travail par l'automatisation. Il est à peine nécessaire de souligner l'intérêt des réflexions de Carlo Vercellone au moment où l'essor du «télétravail» en réponse à la pandémie du nouveau coronavirus mène une partie plus grande de la population à travailler en des lieux jusque-là explicitement dédiés au «temps libre».

Bibliographie

- Beltrame, Tiziana, Ashveen Peerbaye, Prendre soin des infrastructures. Introduction à la traduction de «L'ethnographie des infrastructures» de Susan Leigh Star, *Tracés. Revue de sciences humaines*, n° 35, 2018, pp. 179–186.
- Benford, Robert D., David A. Snow, Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment, *Annual Review of Sociology*, vol. 26, 2000, pp. 611–639.
- Benford Robert D., David A. Snow, Processus de cadrage et mouvements sociaux: présentation et bilan, *Politix*, vol. 25, n° 99, 2012, pp. 217–255.
- Carse, Ashley, Keyword: Infrastructure. How a humble French engineering term shaped the modern world, in Penelope Harvey, Casper Bruun Jensen, Atsuro Morita (dir.), *Infrastructures and Social Complexity. A Companion*, London, Routledge, 2017, pp. 27–39.
- Chatzis, Konstantinos, Introduction générale. Le nouveau monde des infrastructures, in Konstantinos Chatzis et al. (dir.), *Les métamorphoses des infrastructures, entre béton et numérique*, Bruxelles, P. I. E. Peter Lang, 2018, pp. 19–48.
- Coutard, Olivier, Elizabeth Shove, Infrastructures, Practices and the Dynamics of Demand, in Elizabeth Shove, Frank Trentmann (dir.), *Infrastructures in Practice. The Dynamics of Demand in Networked Societies*, Abingdon, New York, Routledge, 2019, pp. 10–22.
- D'Angelo, Paul, Jim A. Kuypers (dir.), *Doing News Framing Analysis. Empirical and Theoretical Perspectives*, New York, Routledge, 2010.
- Edwards, Paul N., Infrastructure and Modernity: Force, Time, and Social Organization in the History of Sociotechnical Systems, in Thomas J. Misa, Philip Brey, Andrew Feenberg (dir.), *Modernity and Technology*, Cambridge (MA), The MIT Press, 2003, pp. 185–225.
- Entman, Robert M., Framing: Toward Clarification of a Fractured Paradigm, *Journal of Communication*, vol. 43, n° 4, 1993, pp. 51–58.
- Gamson, William A., *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.
- Goffman, Erving, *Frame Analysis. An Essay on the Organization of Experience*, Boston, Northeastern University Press, 1986 [1974].
- Goffman, Erving, *Les cadres de l'expérience*, Paris, Les Editions de Minuit, 2009.
- Harvey, Penny, Casper Bruun Jensen, Atsuro Morita, Introduction: Infrastructural complications, in Penny Harvey, Casper Bruun Jensen, Atsuro Morita (dir.), *Infrastructures and Social Complexity. A Companion*, London, Routledge, 2017, pp. 1–22.

- Heinich, Nathalie, La réception américaine de Frame Analysis d'Erving Goffman, *Revue française de sociologie*, vol. 60, n° 2, 2019, pp. 225–238.
- Jarrige, François, Stefan Le Courant, Camille Paloque-Bergès, Infrastructures, techniques et politiques, *Tracés. Revue de sciences humaines*, n° 35, 2018, pp. 7–26.
- Jasanoff, Sheila, Future Imperfect: Science, Technology, and the Imaginations of Modernity, in Sheila Jasanoff, Sang-Hyun Kim (dir.), *Dreamscapes of Modernity. Sociotechnical Imaginaries and the Fabrication of Power*, Chicago, London, The University of Chicago Press, 2015, pp. 1–33.
- Jasanoff, Sheila, Sang-Hyun Kim, Containing the Atom: Sociotechnical Imaginaries and Nuclear Power in the United States and South Korea, *Minerva*, vol. 47, 2009, pp. 119–146.
- Jasanoff, Sheila, Sang-Hyun Kim (dir.), *Dreamscapes of Modernity. Sociotechnical Imaginaries and the Fabrication of Power*, Chicago, London, The University of Chicago Press, 2015.
- Kahneman, Daniel, *Thinking, Fast and Slow*, London, Penguin Books, 2012.
- Laak, Dirk van, Der Begriff «Infrastruktur» und was er vor seiner Erfindung besagte, *Archiv für Begriffsgeschichte*, vol. 41, 1999, pp. 280–299.
- Larkin, Brian, The Politics and Poetics of Infrastructure, *Annual Review of Anthropology*, vol. 42, 2013, pp. 327–343.
- Ogien, Albert, Nathalie Heinich, La Cadre-analyse d'Erving Goffman. Une aventure structuraliste, *Questions de communication*, n° 37, 2020, pp. 469–472.
- Parks, Lisa, «Stuff You Can Kick». Toward a Theory of Media Infrastructures, in Patrick Svensson, David Theo Goldberg (dir.), *Between Humanities and the Digital*, Cambridge (MA), The MIT Press, 2015, pp. 355–373.
- Parks, Lisa, Nicole Starosielski, Introduction, in Lisa Parks, Nicole Starosielski (dir.), *Signal Traffic. Critical Studies of Media Infrastructures*, Urbana, Chicago, University of Illinois Press, 2015, pp. 1–27.
- Parks, Lisa, Nicole Starosielski (dir.), *Signal Traffic. Critical Studies of Media Infrastructures*, Urbana, Chicago, University of Illinois Press, 2015.
- Picon, Antoine, *La ville des réseaux. Un imaginaire politique*, Paris, Manucius, 2014.
- Picon, Antoine, Infrastructure et imaginaires. Une lecture alternative du changement technique, in Konstantinos Chatzis et al. (dir.), *Les métamorphoses des infrastructures, entre béton et numérique*, Bruxelles, P. I. E. Peter Lang, 2018, pp. 51–66.
- Picon, Antoine, Urban Infrastructure, Imagination and Politics: from the Networked Metropolis to the Smart City, *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 42, 2018, pp. 263–275.

- Rouillard, Dominique (dir.), *Imaginaires d'infrastructure*, Paris, L'Harmattan, 2009.
- Scheufele Dietram A., Agenda-Setting, Priming, and Framing Revisited: Another Look at Cognitive Effects of Political Communication, *Mass Communication and Society*, vol. 3, n° 2-3, 2000, pp. 297–316.
- Star, Susan Leigh, The Ethnography of Infrastructure, *American Behavioral Scientist*, vol. 43, 1999, pp. 377–391.
- Star, Susan Leigh, Die Ethnografie von Infrastruktur, in Sebastian Gießmann et Nadine Taha (dir.), *Grenzobjekte und Medienforschung*, Bielefeld, transcript, 2017, pp. 419–436.
- Star, Susan Leigh, L'ethnographie des infrastructures, *Tracés. Revue de sciences humaines*, n° 35, 2018, pp. 187–206.
- Tversky, Amos, Daniel Kahneman, The Framing of Decisions and the Psychology of Choice, *Science*, vol. 211, n° 4481, 30. 1. 1981, pp. 453–458.

Nicolas Chachereau

Vice-président de l'association Histoire et Informatique, il est l'auteur d'une thèse de doctorat en histoire sur les débuts du système des brevets d'invention en Suisse (1873–1914). Il est actuellement chercheur associé au Laboratoire d'histoire des sciences et des techniques à l'EPFL (École polytechnique fédérale de Lausanne). Il poursuit ses recherches aux croisements de l'économie, de la politique et de la technique en s'intéressant à la construction d'infrastructures pétrolières dans les années 1960. nicolas@nchachereau.ch